

YVERDON-LES-BAINS ■ La question de la toxicomanie divise les élus

Local d'injection: réfléchir avant d'agir

Encadrer les toxicomanes, mais comment? Cette question a divisé les conseillers communaux jeudi dernier. Ils devaient débattre d'un postulat de la Verte Fanny Spichiger incitant à mener une réflexion autour de la création d'un espace de consommation sécurisé et supervisé.

Réfractaires à l'idée, les auteurs du rapport de minorité ont dit leur crainte de voir éclore une «zone de non-droit» dans laquelle les toxicomanes seraient maintenus dans leur addiction au lieu d'être orientés vers des thérapies. Sans compter que la création d'un tel espace entraînerait des coûts lourds à sup-

porter pour la Ville. Un avis partagé par le PLR Christian Weiler. «Un grand nombre de personnes qui fréquentent Zone Bleue (*ndlr: centre d'accueil, d'orientation et de prévention pour les toxicomanes*) ne sont pas d'Yverdon. Il va falloir trouver des solutions qui ne sont pas qu'yverdonnoises.»

Président de l'Association en faveur des personnes touchées par la toxicomanie, le socialiste Gildo Dall'Aglio a signalé que créer un tel lieu, ce serait «mettre la charrie avant les bœufs: on présuppose qu'il manque un espace de consommation sécurisé à Yverdon.» Et de plaider pour le lance-

ment d'une étude sur la toxicomanie et la marginalité pour dégager des priorités: «Je ne suis pas sûr que le local en soit une.» Une position alignée sur celles des auteurs du rapport de minorité, qui souhaitaient que la Ville mène une étude de fond. «Nous devons dire oui ou non à une réflexion sur ce qu'impliquerait un tel local. Il est de notre responsabilité de pouvoir nous prononcer sur un enjeu de santé publique en toute connaissance de cause», a martelé la Verte Léa Romanens. En l'absence de Fanny Spichiger, l'objet a finalement été renvoyé à une autre séance. C.GE ■